



**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 20/03/2025

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BURG VINAIGRES

1-3 ZAC des Brégaudières
17390 La Tremblade

Références : 0007206918/2025/127
Code AIOT : 0007206918

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement BURG VINAIGRES implanté 1-3 ZAC des Brégaudières 17390 La Tremblade. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BURG VINAIGRES
- 1-3 ZAC des Brégaudières 17390 La Tremblade
- Code AIOT : 0007206918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BURG VINAIGRES exploite à La Tremblade une installation de production de vinaigres soumise à autorisation environnementale.

Au titre des ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral du 25 octobre 2016 et est réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 septembre 2018, initialement délivrés au nom de la société FUCHS. Un changement de dénomination sociale a été réalisé à compter du 6 mai 2019 au nom de BURG VINAIGRES (sans changement du numéro SIRET).

Elle met en œuvre actuellement un projet de modification de ses installations qui se déroule en plusieurs phases.

Le projet consiste en une augmentation des capacités de production pour faire face à la demande croissante en vinaigre (ménager et bio notamment). L'objectif est de passer de 54 millions de litres à 10 % d'acidité à l'heure actuelle à 110 millions de litres à terme. La production est prévue à 95/100 millions de litres en 2025.

La modification est encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2021, qui actualise la situation administrative du site, l'emprise parcellaire et met à jour les dispositions applicables.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Action régionale Sécheresse
- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Modification du site	Arrêté Préfectoral du 25/10/2016, article 1.5.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 23/03/2021, article 8.2.4 de l'AP, modifié	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Rétention et confinement	AP Complémentaire du 23/03/2021, article 8.4.1 de l'AP, modifié	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Demande d'exemption à l'arrêté ministériel sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE	AP Complémentaire du 23/03/2021, article 1.2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 23/03/2021, article 3.2.3 de l'AP, modifié	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet de la visite était de faire le point sur l'avancement du projet d'extension du site défini dans le cadre de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2021 et le projet de stockage supplémentaire d'alcool, en présence de représentants du SDIS notamment pour recueillir leur avis sur certaines dispositions techniques à intégrer :

- implantation d'une réserve d'eau,
- extinction d'un feu d'alcool,
- extension du stockage d'alcool.

L'exploitant intégrera dans un prochain porter à connaissance les conclusions des échanges.

Par ailleurs, les résultats des dernières analyses de rejets atmosphériques sont conformes.

L'exploitant doit également transmettre prochainement les compléments relatifs à sa demande d'exemption de l'arrêté sécheresse du 30 juin 2023 modifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour de la situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mise à jour de la situation administrative</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme que la situation administrative du site est celle définie dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2021, signé à la suite du porter-à-connaissance relatif au projet de développement en cours de déploiement.</p> <p>Concernant la capacité de soufflage des bouteilles (activité relevant de la rubrique 2661-1), elle est actuellement de 4,7t/j selon l'exploitant.</p> <p>A la suite de la précédente inspection, l'exploitant avait transmis un relevé quotidien des quantités de PET soufflé qui faisait apparaître ponctuellement une quantité supérieure à 10t/j (seuil de l'enregistrement). Il explique que lorsque des tonnages élevés du même produit/référence étaient conditionnés sur plusieurs jours, le décompte était donné sur une seule journée. Il a modifié l'outil pour obtenir le suivi exact du tonnage quotidien produit. Ainsi, le relevé transmis par courriel du 27/02/2025 relatif à l'année 2024 fait apparaître un tonnage maximum de 4,20 t/jour.</p> <p>La mise en service de la première ligne supplémentaire est prévue sous quelques jours (+2,6 tonnes/jour). Elle est intégrée dans un local coupe-feu.</p> <p>La mise en service de la ligne 3 de soufflage est programmée dans le cadre de la construction du nouveau local de conditionnement fin 2026 ou début 2027 (+ 2,2 tonnes/jour) (cf. point de contrôle n°2).</p> <p>Ainsi, la capacité de production totale devrait rester inférieure à 9,5 tonnes / jour, conformément au porter à connaissance du 2 novembre 2020 et donc rester au régime de la déclaration.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Modification du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2016, article 1.5.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Porter à connaissance</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que la construction du bâtiment de conditionnement - rubrique 2661 (extension à l'arrière ayant fait l'objet de l'APC de 2021) reste prévue pour 2026. Le dépôt du</p>

permis de construire est attendu pour mai 2025. La finalisation des études est en cours, notamment pour l'intégration des évolutions réglementaires en termes d'urbanisme (intégration de procédés d'énergie renouvelable, en application de l'article L171-4 du Code de la construction et de l'habitation). Certains éléments ayant évolué depuis la rédaction de l'APC de 2021 précité, l'exploitant les intègre dans son prochain porter-à-connaissance afin de mettre à jour l'APC.

Un stockage extérieur d'alcool, en complément du chai, serait mis en place en utilisant la cuve N°53, raccordée au bassin de rétention déporté (stockage précédent d'alcool), afin de pouvoir gérer les aléas d'approvisionnement en alcool. Le porter-à-connaissance relatif au projet de stockage d'alcool supplémentaire évoqué lors de la précédente inspection est en cours de finalisation. C'est notamment dans ce cadre que la présente visite est organisée, en présence de représentants du SDIS, afin d'échanger sur certaines dispositions techniques : cf. points de contrôle n°3 et n°4.

Concernant le projet de construction d'un entrepôt également évoqué lors de la précédente visite, l'exploitant précise qu'une étude technico-économique va être conduite courant 2025 par le groupe afin d'arrêter une décision définitive quant à sa réalisation.. En cas de maintien de ce projet, il serait prévu à échéance de 2028-2030 et ferait l'objet d'un nouveau porter-à-connaissance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour mémoire, concernant les modifications apportées à la cuverie en phase travaux, la mise à jour du projet de construction du bâtiment de conditionnement (rubrique 2661), le projet de stockage d'alcool supplémentaire et la construction d'un entrepôt, l'exploitant transmet un ou plusieurs porter-à-connaissance, accompagné(s) de tous les éléments d'appréciation et notamment :

- la mise à jour de la situation administrative ;
- l'analyse de conformité à l'arrêté du 14/01/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2661 ;
- l'analyse de conformité à l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral n°08-2132 fixant les prescriptions applicables aux ICPE soumises à déclaration pour le stockage d'alcool de bouche de titre alcoométrique volumique supérieur à 40% (rubrique n°4755) ;
- l'analyse de conformité à l'arrêté du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation;
- la mise à jour de l'étude de dangers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 jours

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2021, article 8.2.4 de l'AP, modifié

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/09/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;
- d'au minimum deux poteaux d'incendie implantés à moins de 200 mètres du site par les voies accessibles aux engins de secours permettant chacun de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures.

Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 et implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 200 mètres d'un premier appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Deux réserves d'eau de 150 m³ chacune et une bâche de 160 m³ destinées à l'extinction sont accessibles en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Ces réserves disposent des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Constats :

Dans la mesure où l'ensemble des volumes en eau disponibles ne correspond pas aujourd'hui aux exigences de l'arrêté préfectoral complémentaire, l'exploitant précise qu'il est actuellement suffisant au regard du report de construction de l'extension en 2026. En effet, le calcul D9 actuel est de 420 m³.

L'exploitant va intégrer la réserve supplémentaire de 120 m³ dans le cadre du permis de construire prévu pour mai 2025 (cf. point de contrôle n°2) pour mise en place avant l'extension.

Au regard des échanges avec le SDIS, l'implantation de la réserve souple supplémentaire est à prévoir au coin Nord-Ouest ou au coin Nord-Est du site.

Concernant les deux réserves d'eau de 150 m³ réceptionnées par le SDIS en juillet 2024, il est demandé d'augmenter la surface réservée à la zone d'aspiration, notamment au regard de l'implantation d'une prise de distribution d'émulseur. En effet, la rétention de la cuve n°53 prévue pour le stockage supplémentaire d'alcool (cf. point de contrôle n°2) nécessite d'y implanter une boîte à mousse, compte-tenu de sa faible accessibilité. Sa prise d'alimentation, prévue au niveau des réserves d'eau, nécessitera le stationnement d'un engin supplémentaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prévoit l'implantation de la réserve souple supplémentaire au coin Nord-ouest ou au coin Nord-Est du site, dans le cadre du permis de construire de l'extension, à déposer et soumis notamment à l'avis du SDIS.

Il la met en œuvre avant la mise en service de l'ensemble des installations prévues dans le cadre de l'APC de 2021.

L'exploitant augmente, d'au moins une surface équivalente à une place de parking, la surface réservée à la zone d'aspiration au niveau des deux réserves d'eau de 150 m³.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rétention et confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2021, article 8.4.1 de l'AP, modifié

Thème(s) : Risques accidentels, RÉTENTIONS DES CUVES DE STOCKAGE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Cette disposition est applicable au stockage d'alcool. La rétention associée à ce dernier est raccordée à un bassin étouffoir de 50 m³ disposant d'une alimentation en eau possédant une vanne d'ouverture clairement identifiée et accessible aux secours extérieurs. Il est aménagé pour permettre aux secours d'ajouter de l'eau pour assurer l'extinction par dilution des alcools collectés. Son volume d'eau est maintenu dans le temps. Le réseau de collecte et le bassin étouffoir sont conçus en matériaux résistants aux effluents enflammés. En amont du système d'extinction, le réseau est en matériaux incombustibles et adaptés aux débits à évacuer (10 l/min/m² de surface possible en feu sur le stockage d'alcool)

Le volume de la rétention en aval du bassin étouffoir est de 150 m³ minimum. En cas de débordement, les effluents sont canalisés en un lieu où ils ne peuvent pas porter atteinte aux biens et aux intérêts des tiers, ni remettre en cause l'accessibilité des secours.

Pour les stockages de vinaigres et de vins (voir plan en annexe) :

- l'îlot 2007 dispose d'une rétention de 234 m³ raccordée aux rétentions des îlots 2016 et 2022 soit un volume de rétention total de 2 030 m³,
- l'îlot 2012 dispose d'une rétention de 450 m³ raccordée aux rétentions des îlots 2016 et 2022 soit un volume de rétention total de 1 796 m³,
- l'îlot 2016 dispose d'une rétention de 959 m³ raccordée à la rétention de l'îlot 2022 soit un volume de rétention total de 2 360 m³,
- l'îlot 2022 dispose d'une rétention de 1027 m³ raccordée à la rétention de l'îlot 2016 soit un volume de rétention total de 2 036 m³,

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

[...]

Constats :

Rétention de la cuve supplémentaire d'alcool :

Après échanges avec le SDIS, l'installation de rétention existante en pied de cuve peut être maintenue en l'état si l'exploitant garantit l'absence de transfert possible vers le chai et s'assure de l'absence de passages de canalisations.

Bassin étouffoir de 50 m³ :

Selon l'exploitant, le volume du bassin étouffoir est de 52 m³, conforme à celui prévu par l'APC de 2021.

Rétention en aval du bassin étouffoir :

L'APC de 2021 prévoit un volume minimum de 150 m³. Le volume actuel est d'environ 97 m³.

Après échanges avec le SDIS, l'exploitant peut réévaluer les besoins en rétention aval, en prenant en compte l'implantation envisagée de la cuve supplémentaire d'alcool. Il prévoit d'implanter 3 boîtes à mousse (sans stockage d'émulseur) : 1 au niveau du bassin étouffoir, 1 au niveau de sa rétention aval et 1 au niveau de la partie couloir de la cuverie de l'îlot 3 (1 seule prise d'alimentation et conduite, avec 3 vannes de coupure, pour chaque boîte à mousse).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant intègre dans son porter à connaissance la justification du besoin en rétention aval et les dispositions techniques, telles qu'échangées avec le SDIS.

Il s'assure des bonnes identifications et accessibilités aux secours extérieurs de la vanne d'ouverture de l'alimentation en eau et des vannes de coupure nécessaires.

Il met à jour son plan d'intervention des secours et ses procédures de sécurité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2021, article 3.2.3 de l'AP, modifié

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs))

- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Pour les conduits 1, 2 et 3, les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs à la valeur limite suivante :

Paramètre	Concentration (mg/Nm ³)
COV Non Méthaniques	110 si le flux est supérieur à 2 kg/h

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une

<p>durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures .</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir modifié le taux d'alcool maintenu en permanence dans les fermenteurs pour leur bon fonctionnement et augmenté le lavage des gaz.</p> <p>Les résultats du contrôle inopiné mandaté par l'inspection fin 2024 (rapport SOCOTEC E61B2/24/1084 du 21/11/2024) montre des résultats de rejets conformes.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que, dans le cas où une installation rejette le même polluant par divers rejets canalisés, les valeurs limites d'émission s'appliquent à chaque rejet canalisé alors que la limite de flux à considérer s'applique au total de l'ensemble des rejets canalisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Demande d'exemption à l'arrêté ministériel sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 16/08/2023, l'exploitant avait envisagé une demande d'exemption totale de ces dispositions. Au regard des éléments transmis par l'inspection lors de la précédente visite, il est en train de finaliser une demande de modification du calcul de volume de référence sur lequel s'applique ces réductions, au regard des volumes d'eau nécessaires à garantir la sécurité du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant transmet une étude technico-économique qui explicitera le niveau maximal de réduction des prélèvements qu'il peut techniquement atteindre, en justifiant l'absence d'impact environnemental d'un éventuel aménagement des taux de réduction applicables. Il précisera également les réductions de consommation autres que celles du volume de référence qu'il met en œuvre en tant que mesures compensatoires. Ce document permettra aussi de définir les actions permettant de réduire sa consommation d'eau en période d'alerte et de crise à un niveau significatif.

Cette étude précisera les modalités de calcul du volume de référence à prendre en compte pour les mesures de réductions de consommation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois